

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

3^e Année, n° 109

Du 25 au 31 janvier

POLITIQUE

Rumeur de coup d'Etat
Modifications dans le haut commandement
Programmes contre-insurrectionnels inclus dans la Constitution
L'Assemblée approuvera des plans militaires
Les élections n'apporteront aucun changement
Le PSD réapparaît dans la vie publique

CONTRE-INSURRECTION

Utilisation d'avions suisses lors d'actions militaires
Près de 100 000 paysans regroupés
Du travail contre de la nourriture
L'Armée accuse la communauté internationale
Prêt pour la contre-insurrection

INSURRECTION

Occupation d'un important chef-lieu
Combats à San Marcos
L'Armée envoie des renforts
Contrôle d'une route

SITUATION SOCIALE

Séquestration d'un dirigeant syndical
Formation d'un front syndical
Fermeture d'un poste de santé
Manifestation suspendue

DROITS DE L'HOMME

Femmes et enfants parmi les victimes
Assassinat d'un professeur d'université
Déclarations du Vicomte Culross
Allégations de Culross réfutées
L'Archevêque rejette les déclarations de Culross

POLITIQUE

RUMEUR DE COUP D'ETAT

Le 23 janvier, le candidat aux élections présidentielles du parti DCG, démocratie chrétienne guatémaltèque, Vinicio Cerezo déclarait que son parti disposait d'indices qui laissaient penser que prochainement pourrait avoir lieu un coup d'Etat dans le pays.

Cerezo affirmait également que tout changement brusque, violent, dans la structure actuelle du gouvernement affecterait le processus électoral.

MODIFICATIONS DANS LE HAUT COMMANDEMENT

Le Vice-Ministre de la Défense, le Colonel Luis Albizures Arriola; le Commandant de l'importante base militaire du département de El Quiché, au nord-ouest, le Colonel Roberto Mata Galves et; le Directeur des Affaires civiles de l'armée, Enrique Paiz Bolanos, ont été démis de leur fonction et transférés à des échellons inférieurs de la hiérarchie, les 27 et 28 janvier. Le porte-parole militaire, le Colonel Hector Rosales a annoncé que d'autres modifications au sein du haut commandement des forces armées se produiraient.

Ces mouvements "militaires" sont, selon les députés de l'Assemblée Nationale Constituante, la preuve qu'il existe des dissensions au sein de l'armée. Le député Juan Alberto Salguero Cambara affirme que ces modifications sont la conséquence directe des tentatives de coup d'Etat qui ont échouées.

PROGRAMME CONTRE-INSURRECTIONNELS INCLUS DANS LA CONSTITUTION

Le 25 janvier, le chef de l'Etat, le Général Oscar Mejia Victores a demandé à l'Assemblée Nationale Constituante qu'elle inclue dans la nouvelle Constitution les programmes contre-insurrectionnels appelés pôles de développement et coordinatices institutionnelles.

Le Général Mejia, s'étant présenté dans le Palais législatif en compagnie de neuf membres du haut commandement militaire, a qualifié ces programmes de vitaux pour neutraliser l'insurrection et il a souligné l'importance du fait que ces plans devaient être menés à bien exclusivement par les forces armées.

L'ASSEMBLEE APPROUVERA DES PLANS MILITAIRES

Selon l'enquête conduite par un journal télévisé local, le 27 janvier, parmi les députés de l'Assemblée Constituante, l'organe législatif approuverait à la majorité la demande du chef de l'Etat, à savoir, la légitimation des programmes contre-insurrectionnels et le rôle assumé par l'armée dans la conduite de ces derniers.

LES ELECTIONS N'APPORTERONT AUCUN CHANGEMENT

Le 26 janvier, des prêtres guatémaltèques, dans une entrevue accordée au journal mexicain Exelsior, dans la ville de San Cristobald de las Casas, Chiapas, au Mexique, ont déclaré que les militaires n'abandonneraient pas le pouvoir réel et augmenteraient la répression à l'encontre de la population. Cette entrevue fut réalisée lors du voyage de ces prêtres à l'occasion de la célébration des 25 ans de travail épiscopal accomplis par Mönseigneur Samuel Ruiz, évêque local.

Les prêtres, qui pour des raisons de sécurité ont gardé l'anonymat, ont ajouté que pour l'armée le fait d'avoir un président civil était le moyen de présenter au monde une façade démocratique et de se plier aux exigences de l'Administration Reagan en contrepartie de son aide militaire.

LE PSD REAPPARAÎT DANS LA VIE PUBLIQUE

Le Parti Socialiste Démocratique, le PSD, a annoncé, le 25 janvier, sa décision de revenir à la vie publique après avoir passé quatre années dans la semi-clandestinité. Cette décision fut adoptée au cours du troisième Congrès tenu par le parti.

Le PSD a signalé que la violence perdurait dans le pays et qu'elle se reflète dans la violation continue des Droits de l'Homme. Le Secrétaire Général du PSD, Mario Solorzano, est rentré au pays le 27 janvier.

CONTRE-INSURRECTION

UTILISATION D'AVIONS SUISSES LORS D'ACTION MILITAIRES

Le 25 janvier, le Conseil des Affaires Hémisphériques -COHA- dénonçait, à Washington, l'utilisation d'avions suisses Pilatus PC-7 par l'armée guatémaltèque au cours d'opérations de bombardement des populations civiles et entraînant la mort de la population indigène.

PRES DE 100 000 PAYSANS REGROUPES

Le 23 janvier, un communiqué émanant de la préfecture des Relations Publiques de l'armée faisait savoir que quelques 19 000 familles (près de 100 000 personnes) ont été regroupées dans sept pôles de développement inaugurés jusqu'à présent.

DU TRAVAIL CONTRE DE LA NOURRITURE

Dans un discours qu'il a prononcé devant l'Assemblée Nationale Constituyente, le 25 janvier, le Directeur des Affaires civiles de l'armée, le Colonel Enrique Paiz Bolanos soulignait que dans les projets militaires, la population travaillait uniquement en échange de nourriture.

Paiz a ajouté que jusqu'à présent sept pôles de développement avaient été créés. -il s'agit d'un ensemble de bourgades stratégiques- au nord-ouest du pays. Le Colonel Enrique Mata Galvez, Commandant de la base militaire de El Quiché, a pour sa part déclaré que les "patrouilles civiles et les habitants des pôles de développement constituent plus de la main d'oeuvre qu'une force de sécurité".

L'ARMEE ACCUSE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

Le 25 janvier, le Sous-chef d'Etat et Chef de l'Etat-Major de l'armée, le Général Rodolfo Lobos Zamora, dans une allocution adressée à l'Assemblée Nationale Constituyente accusait les pays et les organisations internationales qui refusaient ou suspendaient des crédits ou l'aide prévue pour le matériel de guerre, les équipements militaires ou encore les actions civiques d'être responsables de ce que le pays ne soit pas encore entièrement pacifié.

PRET POUR LA CONTRE-INSURRECTION

Le Ministre des Finances, le Colonel Leonardo Figueroa Villate, faisait savoir, le 27 janvier, que l'Autriche, l'Italie et la Banque Mondiale avaient octroyé un prêt pour le régime militaire guatémaltèque d'une valeur de 87,9 millions de dollars. Ce prêt servira principalement à investir dans les programmes militaires prévus dans les campagnes.

Figueroa Villate a donné le détail du prêt qui se ventile comme suit : 40 millions de dollars pour l'Autriche, 18 pour l'Italie et 29,9 provenant de la Banque Mondiale.

INSURRECTION

OCCUPATION D'UN IMPORTANT CHEF-LIEU

Une centaine de guérilleros de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- ont occupé militairement, le 25 janvier, le chef-lieu municipal de Santiago Atitlan, situé dans le département central de Solola. Par la suite des combats eurent lieu, opposant les insurgés et les forces gouvernementales.

Les insurgés, après avoir vaincu la résistance des forces de sécurité, ont brûlé les installations de la police nationale et le centre des mandataires de l'armée. Selon un communiqué de l'ORPA, les rebelles ont, au cours de ces actions, confisqué 20 fusils, 2 revolvers et énormément de matériel militaire.

Les milieux de presse ont déclaré que ces faits pouvaient être considérés comme une des plus importantes opérations insurrectionnelles entreprise au cours des derniers mois.

L'ORPA signale également un nouvel affrontement qui a eu lieu le 26 janvier à Pochuta, Chimaltenango durant lequel l'armée a perdu quatre effectifs.

COMBATS A SAN MARCOS

Selon un communiqué émanant du département des Relations Publiques de l'armée, deux affrontements armés se sont produits entre insurgés et forces gouvernementales, le

24 janvier, aux alentours du village de San Jeronimo, El Tumbador, dans le département occidental de San Marcos.

Selon un communiqué émanant des rebelles, le 27 janvier, les forces de l'ORPA ont attaqué au mortier le détachement militaire situé dans la centrale hydroélectrique El Porvenir, à San Pablo, San Marcos, où ils ont occasionné un nombre incalculable de pertes au sein des forces armées. Le communiqué mentionnait également l'occupation d'une plantation agricole durant deux heures, dans la même municipalité.

L'ARMEE ENVOIE DES RENFORTS

Le 26 janvier, un communiqué de l'armée signalait que des unités aéroportées combattaient les forces insurrectionnelles dans une zone connue sous le nom de El Boquerón, dans la municipalité de Esquipulas Palo Gordo, à San Marcos.

Le communiqué officiel indique que les troupes gouvernementales ont établi le contact avec les forces de l'ORPA, le 25 janvier.

CONTROLE D'UNE ROUTE

Les autorités militaires du département de El Peten ont indiqué que les unités des Forces Armées Rebelles -FAR- ont pris position sur un tronçon de route entre les villages de Sayaxche et El Chol, au nord, dans le département de El Peten, et que par la suite les FAR ont organisé une réunion éclair avec les passagers des véhicules arrêtés.

SITUATION SOCIALE

SEQUESTRATION D'UN DIRIGEANT SYNDICAL

Le 24 janvier, la Fédération Autonome Syndicale de Guatemala -FASGUA- signalait que Armando Ramirez Pena, dirigeant du Syndicat de l'usine de piles Ray-O-Vac avait été sequestré par les forces de sécurité, le 23 janvier, alors qu'il se rendait au siège du Syndicat pour y organiser des activités corporatistes.

FORMATION D'UN FRONT SYNDICAL

Le 22 janvier, un communiqué émanant des travailleurs stipulait que tous les travailleurs syndiqués de l'Institut de Sécurité Sociale ont formé un front commun pour exiger de l'Assemblée Nationale Constituante que la future Constitution n'altère pas les conquêtes sociales dans le domaine de la sécurité sociale des travailleurs de l'Etat.

FERMETURE D'UN POSTE DE SANTE

Le 24 janvier, les travailleurs de la plantation de café de San Francisco Cotzal, faisait savoir que le gouvernement militaire avait ordonné la fermeture à la mi-janvier de l'unique poste de santé de cette plantation située dans le département de El Quiché, au nord-ouest. Les travailleurs ont ajouté que si le service de santé n'était pas réouvert les 1700 employés entameraient une grève de la faim.

MANIFESTATION SUSPENDUE

La manifestation prévue pour le 2 février par la Confédération de l'Unité Syndicale de Guatemala -CUSG- a été suspendue le 28 janvier.

Les syndicats affiliés à la CUSG avaient décidé de protester contre "une série de violations qui vont de la violence physique jusqu'à l'utilisation de la faim comme moyen de destruction" et pour demander la réduction des prix des produits de première nécessité. Malheureusement, le 23 janvier, un des dirigeants, organisateur de la manifestation, Carlos Humberto Carballo était sequestré. Il fut retrouvé, trois jours plus tard, près de la frontière avec le Salvador, les côtes brisées, porteur de traces de torture et, inconscient.

DROITS DE L'HOMME

FEMMES ET ENFANTS PARMIS LES VICTIMES

Selon des rapports de presse et des informations émanant des Organisations de Secour

105 femmes et 36 enfants ont été les victimes de la violence gouvernementale au cours de la période allant du 1 juillet au 31 décembre 1984, ou plus exactement depuis l'élection de l'Assemblée Nationale Constituante.

Au cours d'actions imputées aux forces de sécurité, 40 femmes ont été arrêtées et ont disparu, 24 ont été assassinées et, 41 ont été blessées par des balles d'un calibre identique à celui des armes officielles. On ajoute à ceci 29 enfants qui ont disparu et 7 qui ont été assassinés.

ASSASSINAT D'UN PROFESSEUR D'UNIVERSITE

Le cadavre de la Licenciée en Psychologie et professeur d'université à San Carlos de Guatemala, Mayra Janeth Meza Soberanis, a été retrouvé le 27 janvier, égorgé, dans la périphérie de la ville.

Meza Soberanis avait été enlevée la veille alors qu'elle se trouvait en compagnie de sa fille, une mineure; laquelle a d'ailleurs été abandonnée.

DECLARATIONS DU VICOMTE CULROSS

Le rapporteur de l'ONU pour le Guatemala, le Vicomte Colville de Culross a déclaré le 24 janvier que la question des disparus et détenus au Guatemala "appartenait au passé".

Culross a ajouté que les dénonciations internationales portant sur les nombreuses violations des Droits de l'Homme au Guatemala émanent de "secteurs qui ont intérêt à dénaturer l'image de marque du pays".

ALLEGATIONS DE CULROSS REFUTEES

La population guatémaltèque s'insurge et réfute avec indignation les allégations et les rapports du Vicomte Colville de Culross, étant donné que le problème des disparus et détenus est actuel et latent au Guatemala. En effet, on estime que durant le seul régime de Mejía Victores, plus de 3000 personnes ont été détenues ou ont disparu et qu'au moins 10 000 enfants sont actuellement orphelins.

Une lettre que le Groupe d'Appui Mutuel a envoyé le 25 janvier à l'Organisation des Nations Unies -ONU- donne les informations pré-citées. Cette lettre a ensuite fait l'objet d'une publication dans les milieux de presse internationaux.

L'ARCHEVEQUE REJETTE LES DECLARATIONS DE CULROSS

L'Archevêque métropolitain Prospero Penados del Barrio a démenti, le 28 janvier, les déclarations du rapporteur de l'ONU, le Vicomte Colville de Culross, en ce qui concerne le problème des détenus et disparus et les Droits de l'Homme au Guatemala.

Monseigneur Penados a ajouté que les disparitions forcées, les enlèvements et les persécutions perduraient dans le pays, dès lors, on peut considérer que le problème des détenus et des disparus demeure latent. Penados signale que l'Eglise catholique est disposée à se joindre aux démarches entreprises par les familles des victimes.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX